



COUR D'APPEL DU QUÉBEC



POSTE DE RECHERCHISTE AUPRÈS DE LA MAGISTRATURE

Des postes d'avocat.e.s-recherchistes sont offerts au Service de recherche de la Cour d'appel, à Montréal et à Québec à compter de 2020 :

Montréal	Québec
3 postes pour janvier 2020	Aucun poste pour janvier 2020
7 postes pour juin 2020	5 postes pour juin 2020

FONCTIONS : Sous la responsabilité générale de la juge en chef, l'avocat ou l'avocate-recherchiste travaille en étroite collaboration avec un ou une juge et seconde celui-ci ou celle-ci dans l'exécution de ses fonctions. Habituellement, il ou elle doit, avant l'audition de chaque pourvoi, se livrer à l'examen complet du dossier, résumer les faits essentiels après avoir pris connaissance de la preuve, étudier le jugement dont appel et les prétentions des parties, compléter la recherche documentaire pertinente et analyser le tout en profondeur dans le but de formuler une opinion juridique et d'apporter généralement son soutien au juge. L'avocat ou l'avocate-recherchiste assiste ensuite à l'audition du dossier et peut être appelé(e) à effectuer des recherches supplémentaires. La collaboration de l'avocat ou de l'avocate-recherchiste peut être requise à d'autres fins (conférences, médiation, etc.). Les six (6) premiers mois d'emploi sont reconnus par le Barreau du Québec à titre de stage de formation professionnelle.

CONDITIONS D'ADMISSION : La personne qui souhaite poser sa candidature doit posséder la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent. Elle doit également détenir un baccalauréat en droit (ou l'équivalent) ou être en voie de l'obtenir. Elle doit, en temps utile, s'inscrire à l'École de formation professionnelle du Barreau du Québec afin d'être admissible au stage à compter de la date d'embauche. Les personnes ayant déjà effectué et réussi leur stage de formation professionnelle ne sont pas admissibles au présent concours. La maîtrise du français et de l'anglais est requise.

DURÉE DE L'EMBAUCHE : Le contrat est d'une durée de deux ans (6 mois à titre de stagiaire et 18 mois à titre d'avocat.e*). Toutefois, il est entendu que, tenant compte des besoins de l'organisation ou de la qualité du travail, le responsable autorisé du ministère peut, en tout temps, mettre fin à la nomination.

* La nomination à titre d'avocat.e est conditionnelle à la réussite des examens administrés durant le stage par la Direction des ressources humaines du ministère de la Justice dans le cadre d'un « processus de qualification particulier ».

TRAITEMENT ANNUEL

2 ans	Statut d'emploi (occasionnel)	Durée	Traitement présenté sur une base annuelle
	Stagiaire	0 à 6 mois	37 382 \$ *
	Avocat.e	7 à 24 mois	63 026 \$ à 68 444 \$ **

*Ce taux de traitement inclut la majoration de 6,5 % décrite à l'article 33 de la *Directive concernant les emplois étudiants et les stages dans la fonction publique*. Le salaire inscrit est celui en vigueur au 1^{er} mai 2018.

** Ce taux de traitement inclut la majoration de 11,12 % décrite à l'article 448 de la *Convention collective des avocats et notaires*. Le salaire inscrit est celui en vigueur au 1^{er} mai 2018 pour un.e avocat.e détenant une scolarité de niveau baccalauréat.

- + Vacances annuelles (8%)
- + Paiement de la cotisation professionnelle

ENTENTES AVEC L'UNIVERSITÉ LAVAL ET L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL : Des ententes avec l'Université Laval et l'Université de Montréal permettent aux avocats et avocates-rechercheuses d'obtenir, aux fins de certains programmes d'études de deuxième cycle en droit, des crédits d'équivalence pour le stage et les travaux réalisés dans le cadre de leurs fonctions. Pour de plus amples informations, prière de communiquer avec un représentant du Service de recherche de la Cour d'appel (voir coordonnées ci-dessous).

Date limite d'inscription : 5 février 2019

et **Modalités d'inscription** (fournir les documents suivants) :

Un dossier complet comprend les documents suivants* :

1. Lettre de présentation motivant votre intérêt pour la fonction (prière de préciser, selon le cas, que vous postulez à Montréal, à Québec ou aux deux endroits).
2. Curriculum vitae à jour.
3. Deux lettres de recommandation (dont l'une, idéalement, d'un professeur de droit). Les répondants doivent envoyer leur lettre directement à la Cour d'appel (voir coordonnées ci-dessous). Les lettres doivent être adressées à l'honorable Marie-France Bich, j.c.a., pour les postes de Montréal et à l'honorable Jean Bouchard, j.c.a., pour les postes de Québec.
4. Relevés de notes officiels (ou une photocopie d'un relevé officiel) ou une copie de l'évaluation comparative des études effectuées hors Québec :
 - (a) CÉGEP (pour les candidats et candidates qui n'ont qu'un baccalauréat en droit comme études universitaires);
 - (b) Universités (relevés de notes de toutes les études universitaires);
 - (c) École du Barreau, le cas échéant.
5. Copie d'un travail individuel de recherche réalisé dans le cadre des études en droit.
6. Copie de la preuve de résidence permanente, s'il y a lieu.

*** Les personnes qui désirent postuler à la fois à Montréal et à Québec doivent déposer un dossier complet à chaque endroit.**

Date des entrevues : Février - mars 2019

Entrée en fonction : Voir tableau ci-haut

Un dossier incomplet à chacune des étapes peut entraîner le rejet de la candidature. Avant la date d'entrée en fonction, la personne retenue pour un poste s'engage à fournir une copie du document « Relevé de notes du Barreau » démontrant que tous les objectifs ont été réussis, une copie du diplôme en droit et un relevé officiel et complet des notes universitaires. Nous remercions tous ceux et celles qui soumettront leur candidature. Seules les personnes dont la candidature sera retenue aux fins d'entrevue seront contactées.

Aucune candidature soumise par courrier électronique ne sera acceptée et seuls les dossiers complets seront considérés. Le dossier de candidature doit être soumis (par la poste ou en personne au comptoir du greffe des appels) à l'une ou l'autre des adresses ci-dessous ou aux deux endroits, le cas échéant :

Montréal

Mme Anita Santi – Stage 2020
À l'attention de l'honorable Marie-France Bich, j.c.a.
Cour d'appel du Québec
Édifice Ernest-Cormier
100, rue Notre-Dame Est, bureau 3.60
Montréal (Québec) H2Y 4B6

Pour toute information, prière de contacter :
Mme Anita Santi
Téléphone : 514 393-2040 – poste 51246
Courriel : anita.santi@judex.qc.ca

Québec

Mme Lynn Brousseau – Stage 2020
À l'attention de l'honorable Jean Bouchard, j.c.a.
Cour d'appel du Québec
300, boul. Jean-Lesage, bureau R-435
Québec (Québec) G1K 8K6

Pour toute information, prière de contacter :
Mme Lynn Brousseau
Téléphone : 418 649-3445
Courriel : lynn.brousseau@judex.qc.ca